
Les Gilets Jaunes, des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes

Rapport de recherche préliminaire - 26 novembre 2018
Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales,
Axe Médias et médiations socio-numériques - Université de Toulouse

Brigitte Sebbah, Natacha Souillard, Laurent Thiong-Kay, Nikos Smyrniaos

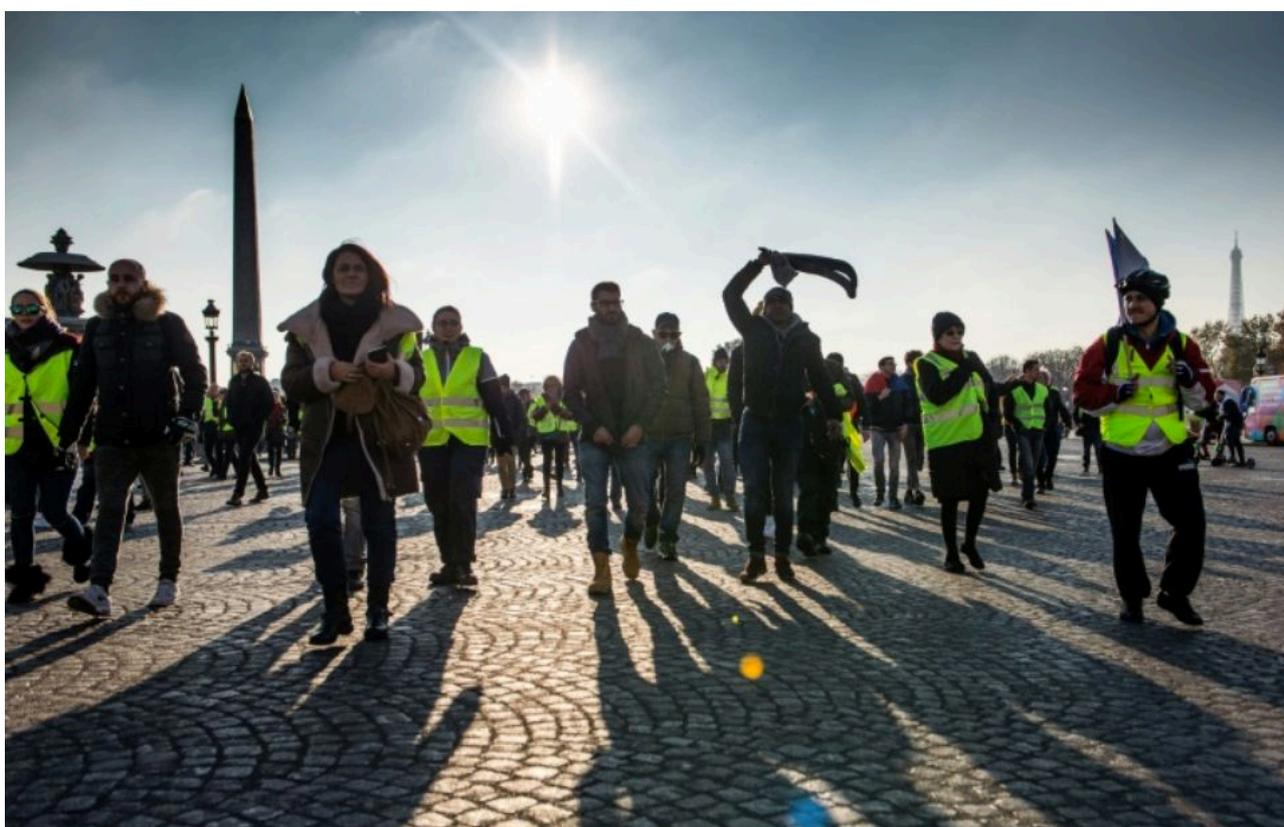


Photo Julie SEBADELHA. AFP



Les gilets jaunes, une mobilisation née en ligne d'abord sous les traits d'une pétition forte de presque un million de signatures depuis son lancement par Priscillia Ludosky¹ au mois de mai dernier. Viennent ensuite les groupes Facebook, puis les blocages des manifestants munis d'un équipement de protection individuelle (EPI)² destiné à améliorer la visibilité d'une personne en situation dangereuse, colorant plus de 2 500 lieux de contestation en France le 17 novembre et les jours suivants. Ce mouvement inédit recouvre une complexité sociale inaperçue ou écrasée par les cadrages médiatiques ou par les commentaires partiels des observateurs. La dimension rhizomatique du mouvement, son inorganisation apparente, l'absence (ou la multiplicité) de portes parole, la convergence progressive des revendications, autant de postures, d'acteurs, d'arènes qui ont pour point commun l'effet de sidération et la rupture d'intelligibilité pour les commentateurs de la vie publique. Le résultat c'est une multitude de discours produits sur les gilets jaunes qui ne sont basées que sur des opinions non étayées empiriquement, des postures idéologiques ou des fantasmes.

Notre étude³ a pour ambition d'interroger le mouvement des gilets jaunes en ligne dans ses intersections, ses marges et ses multiples arènes (Facebook, Twitter, la presse quotidienne nationale, les commentaires de la pétition) à partir d'un matériau consistant. L'un de nos objectifs est notamment de confronter les discours générés par les gilets jaunes dans divers espaces publics numériques à leur traitement médiatique. Pour ce faire, nous nous appuyons sur une méthode lexicométrique qui a l'avantage de nous offrir une vue d'ensemble afin de relever les éventuels décalages ou contradictions et repérer les points aveugles.

Nous avons utilisé la méthode Reinert avec le logiciel libre Iramuteq développé par Pierre Ratinaud. Dans cette analyse le vocabulaire contenu dans les textes est lemmatisé (les verbes sont ramenés à l'infinitif, les noms au singulier et les adjectifs au masculin singulier). Seules les formes pleines (les noms, les adjectifs, les verbes et les adverbes) participent à l'analyse. L'objectif est de proposer une classification des textes en fonction de la proximité du lexique qui les compose. Les classes terminales obtenues représentent donc des ensembles de phrases qui ont tendance à contenir les mêmes mots. Cette analyse permet de dégager les grands thèmes abordés dans quatre corpus: un échantillon d'articles de la presse nationale quotidienne; les commentaires accompagnant une pétition très populaire contre les taxes sur le carburant; les commentaires d'un groupe Facebook des gilets jaunes; et enfin les tweets parlant du sujet.

1. Un traitement médiatique prolifique mais partiel

Afin de disposer d'un aperçu du traitement médiatique des gilets jaunes par la presse nationale, nous avons effectué une requête comprenant ces deux termes dans la base de données

¹ Le Parisien - (23/11/2018) - "Gilets jaunes : «Le gouvernement ne donne pas de légitimité à la voix du peuple»" - <http://www.leparisien.fr/seine-et-marne-77/gilets-jaunes-le-gouvernement-ne-donne-pas-de-legitimite-a-la-voix-du-peuple-23-11-2018-7951365.php>

² Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) - (31/07/2018) <https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Equipement-de-protection-individuelle>

³ Nous remercions Lucie Loubère et Pierre Ratinaud pour la collecte et le traitement des données

Europresse en utilisant la catégorie « Presse quotidienne ». Cette catégorie comprend dix journaux (Aujourd’hui en France – Le Parisien, La Correspondance économique, La Croix, La Tribune, L’Agefi, Le Figaro, Le Monde, Les Echos, L’Humanité, Libération). Nous avons ainsi pu collecter et analyser 731 articles publiés entre le 5 et le 26 novembre 2018, une période qui couvre donc la journée les mobilisations du 17 et du 24 novembre.

La première observation qu’on peut faire concerne la montée en puissance du traitement du sujet par ces dix journaux au fur et à mesure qu’approchait le 17 novembre, puis le 24. Du 5 au 12 novembre les dix journaux consacrent au maximum six articles par jour aux gilets jaunes. Mais à partir du 13 novembre leur nombre dépasse la trentaine. Le record est atteint le vendredi 23 novembre, veille de la deuxième journée majeure de mobilisation, avec 87 articles sur le sujet, ce qui fait presque 9 par journal en moyenne.

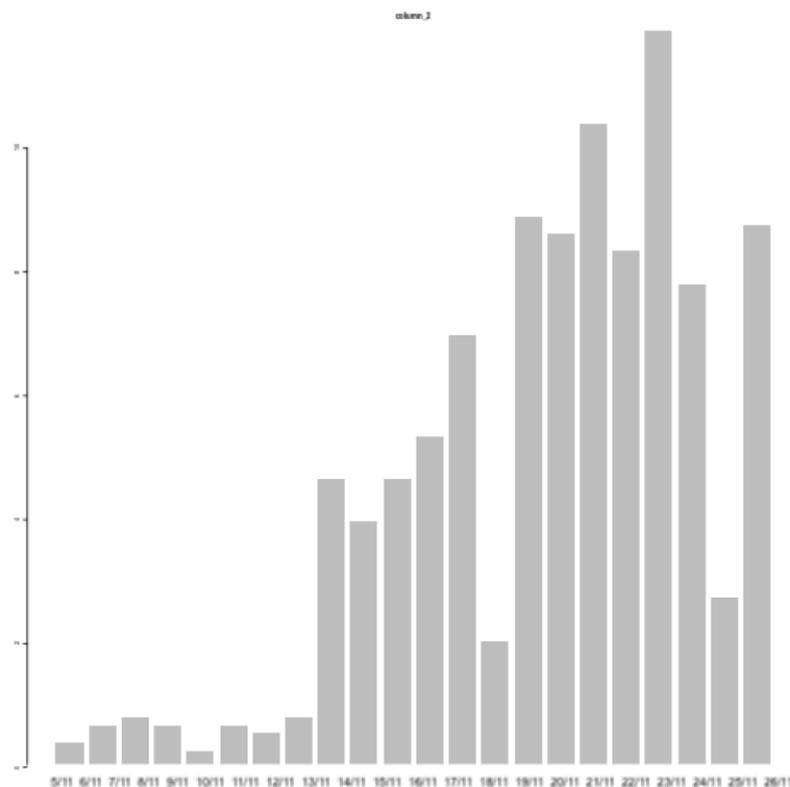


Figure 1: le volume d’articles produits sur les gilets jaunes par la presse quotidienne nationale dans la période étudiée

Mais cette moyenne cache des disparités fortes. En effet, les journaux ayant accordé la moindre place au traitement des gilets jaunes sont La Correspondance économique et L’Agefi (respectivement 19 et 1). A l’inverse, Le Figaro et Aujourd’hui en France-Le Parisien ont produit chacun un très grand nombre d’articles (respectivement 167 et 140). L’ensemble des autres journaux se situent dans une fourchette comprise entre 104 articles (Le Monde) et 37 (La Tribune). Différentes hypothèses peuvent expliquer ces disparités, à la fois la ligne éditoriale et le public visé. Ainsi, le positionnement à droite de l’échiquier politique pour Le Figaro et la cible du lectorat en grande partie correspondante aux caractéristiques des gilets jaunes pour Aujourd’hui en France, peuvent expliquer cette surproduction.

	Effectifs	pourcentage
*source_aujourd'hui_en_france	140	19.15 %
*source_la_correspondance_économique	19	2.6 %
*source_la_croix	67	9.17 %
*source_la_tribune_france	37	5.06 %
*source_lagefi_quotidien	1	0.14 %
*source_le_figaro	167	22.85 %
*source_le_monde	104	14.23 %
*source_les_echos	78	10.67 %
*source_lhumanité	64	8.76 %
*source_libération	54	7.39 %
	731	100 %

Tableau 1: le nombre d'articles produits par dix journaux quotidiens nationaux

L'analyse avec Iramuteq permet d'obtenir dix classes de discours et autant de thématiques via lesquelles est abordée le sujet, regroupées en trois sous-groupes. Les classes 9, 10, 4 et 5 abordent les raisons économiques de la grogne des gilets jaunes. La classe numéro 9 comprend une analyse économique des questions liées à la fiscalité comme outil au service de la transition écologique (fiscalité, réchauffement climatique etc.). La classe 10 se réfère au problème de la hausse du prix du carburant. Les classes 4 et 5 parlent du problème de la mobilité, notamment dans les territoires ruraux, et de ses conséquences économiques (voiture, transport, entreprises, territoire, vélo, périurbain).

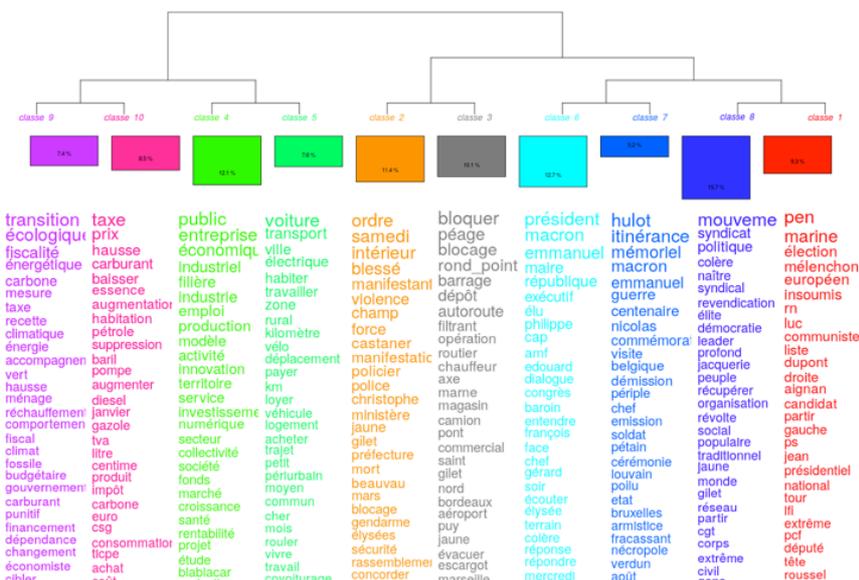


Figure 2: le dendrogramme des classes de discours présentes dans le traitement des gilets jaunes par la presse quotidienne nationale

Les classes 2 et 3 sont consacrées à la couverture des mobilisations. La classe 3 informe sur les actions (blocages, barrages, péages ouverts etc.) alors que la classe 2 reprend les

informations communiquées par le ministre de l'intérieur (blessés, déploiement des forces de l'ordre etc.).

Enfin, les classes 6, 7, 8 et 1 commentent les conséquences politiques du mouvement des gilets jaunes. Les classes 6 et 7, la plus volumineuse (presque 18% du corpus à elles deux), commentent le récent plan de communication d'Emmanuel Macron et ses apparitions publiques lors desquelles il a mentionné les gilets jaunes (« itinérance mémorielle », discours sur le porte avion Charles de Gaulle, interview sur TF1, congrès de maires). La classe 1 porte sur les déclarations des leaders politiques qui ont soutenu le mouvement comme Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Laurent Wauquiez et Nicolas Dupont Aignan. La classe 8 décrit le mouvement des gilets jaunes, ses rapports compliqués avec les organisations politiques traditionnelles (partis, syndicats), sa nature protéiforme et sans leader, les oppositions qui les structurent (élite/peuple), son caractère émotionnel (colère) et cherchent des références historiques pour le situer dans une perspective longue (jacquerie, poujadisme).

Dans l'ensemble, ce qui étonne réside dans l'absence d'une analyse politique rigoureuse expliquant les inégalités sociales et fiscales, tout comme la délégitimation démocratique de l'exécutif au yeux des gilets jaunes, (voir l'analyse des commentaires Facebook et de la pétition et de Twitter aussi). Néanmoins, cette observation est à relativiser quand on examine les classes de discours qui sont sur-représentées parmi les journaux examinés. Ainsi, nous observons que l'Humanité et La Croix par exemple concentrent leur traitement sur le débat politique autour des raisons de ce mouvement et de ses rapports avec les acteurs politiques. En revanche, Le Figaro quant à lui se concentre sur les tentatives de récupération du mouvement par le Rassemblement national et la France Insoumise, ainsi que sur les réactions du chef de l'Etat. De l'autre côté, chez le Monde et Libération la classe la plus surreprésentée est celle l'analyse économique des questions liées à la fiscalité comme outil au service de la transition écologique.

Un autre facteur intéressant dans le traitement médiatique du mouvement des gilets jaunes est la temporalité. En effet, avant la mobilisation du 17 novembre les classes les plus surreprésentées sont les classes 9, 10 et 1, c'est à dire celles qui tentent d'expliquer le rapport entre le taxes sur le carburant et la transition écologique ainsi que les tentatives de "récupération" du mouvement des gilets jaunes par les "extrêmes". Cependant, dans l'immédiat après le 17 novembre on voit la montée en puissance des classes 4 et 6. Autrement dit on observe à la fois l'élargissement de la problématique avec la prise en compte de la question de la mobilité dans les territoires, telle qu'elle est portée par les gilets jaunes, mais aussi la réponse du gouvernement en termes de communication politique.

2. Une pétition au nom des "petites gens"

Notre méthode appliquée sur un corpus composé de 56 673 commentaires apposés sur la pétition en ligne de Priscillia Ludosky fait apparaître 9 classes lexicales regroupées en trois sous-ensembles. Le premier sous-ensemble, à gauche du graphique, est caractérisé par un registre émotionnel qui rend manifeste l'expression d'un fort ressentiment à l'encontre du gouvernement. Les deux autres sous-ensembles, d'un registre plus rationnel, font apparaître deux pôles de critiques différents à l'encontre de la taxe sur le carburant. Ils s'articulent sur les

thèmes de l'inefficacité écologique de la mesure et de son impact négatif sur le quotidien des travailleurs, notamment en milieu rural et périurbain.

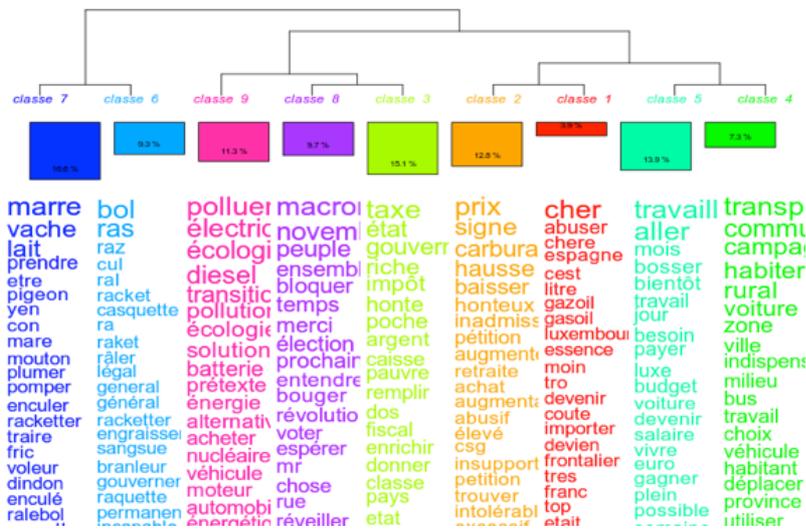


Figure 3: le dendrogramme des classes de discours présentes dans les commentaires de la pétition de Priscillia Ludosky

Le bestiaire de la colère (classes 6 et 7)

Les classes 6 et 7 sont les premières à se détacher du reste du corpus. Elles rendent évidentes l'expression d'une colère, d'un « ras-le-bol » à être pris pour « un pigeon » ou « une vache à lait » que l'on pourrait traire, « pomper » ou « plumer » à volonté. On remarque la forte présence de la métaphore animalière ainsi que la part importante, proportionnellement au reste de la classification, que prend la classe 7, numériquement la plus importante du corpus. Il s'agirait dès lors de ne plus se comporter comme des « moutons », de ne plus être les « dindons de la farce » face au « racket » du gouvernement. Les membres du gouvernement, plus présents dans la classe 6, sont qualifiés de façon très négative, tantôt de « voleurs » ou de « branleurs » et sont les cibles de la colère que ces deux classes expriment, tantôt du côté des victimes (classe 7) tantôt de celui des responsables (classe 6) accusés de s'« engraisser » telles des « sangsues » sur le « dos » des administrés.

La taxation et le faux prétexte écologique (classes 3, 8 et 9)

Le second sous-ensemble regroupe trois classes lexicales qui renvoient à une lecture critique de la mesure fiscale perçue comme fondamentalement inégalitaire (classe 3) et pour laquelle une justification à l'aune de la transition écologique apparaît comme un prétexte. Au regard de la proximité que les classes entretiennent entre elles, c'est sans conteste le caractère injuste de la taxe qui est mis en avant pour appeler à se mobiliser (classe 8) contre « Macron ». En effet, la classe 3 consacrée à la caractérisation de la taxe qui profiterait exclusivement tantôt aux « riches », tantôt au « gouvernement » est numériquement la seconde classe la plus importante du corpus. Elle laisse entrevoir une perception de la taxe comme une mesure visant à « enrichir » l'État, le gouvernement, les « riches » sur le « dos » des « pauvres ». Elle serait donc fondamentalement injuste et inégalitaire, ce qui justifierait l'expression du mécontentement du «

peuple », dans la « rue », par des blocages, le « vote » aux prochaines élections européennes ou la « révolution ». Le ressentiment est d'autant plus vif que, dès lors, le gouvernement semble justifier la mesure en faisant appel à un argumentaire écologique. La classe 9 rassemble ainsi un contre-argumentaire qui réfute cette rhétorique en la qualifiant de « prétexte » car il existerait des mesures plus efficaces écologiquement, comme la promotion d' « énergies alternatives » et d'autres problèmes plus importants, comme le « nucléaire ». Ce qui est reproché précisément ici c'est l'augmentation de la consommation électrique nucléaire qualifiée de plus dangereuse que la pollution du diesel.

Les conséquences de la taxe sur les travailleurs notamment en milieu rural (classes 1, 2, 4 et 5)

Le dernier sous-ensemble se focalise davantage sur la thématique de la hausse du carburant et ses conséquences pour les « travailleurs ». L'augmentation du prix du carburant est jugée « inadmissible », « honteuse », « intolérable ». Cette nouvelle taxe est ici comprise comme un nouvel instrument de prélèvement fiscal parmi d'autres, comme la CSG. Ce serait dès lors cette multiplication des sources de prélèvement qui nourrirait le sentiment d'être traité comme des « vaches à lait ». Cette sentence est alimentée d'une part par une comparaison avec les prix pratiqués dans d'autres pays européens, comme l'Espagne (classe 1) et d'autre part par l'évocation des conséquences néfastes que cette augmentation aurait pour les travailleurs (classe 4), notamment en milieu rural (classe 5). La taxe contribuerait à miner le « budget » déjà contraint des « travailleurs qui ont « besoin » de la « voiture » pour aller « bosser ». La situation est d'autant plus dramatique en milieu rural où la « voiture » apparaît comme « indispensable » faute d'infrastructures de « transport en commun » suffisantes. Il est également fait mention de la rupture entre ville ou capitale où se décident les lois et province et/ou campagne où elles se subissent.

3. Un groupe Facebook de la “révolte provinciale”

Nous avons collecté 29 188 commentaires collectés dans le groupe « Manifestations du 17 novembre Cantal 15 » dont la taille (4 500 abonnés au 15 novembre) est remarquable au regard du nombre d'habitants de ce département.

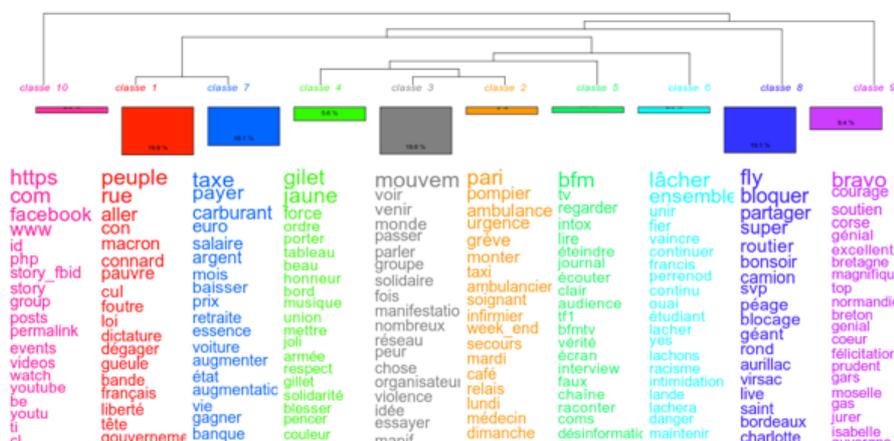


Figure 4: le dendrogramme des classes de discours présentes dans les commentaires du groupe Facebook « Manifestations du 17 novembre Cantal 15 »

L'analyse lexicométrique de cet espace de publication restitue tout d'abord son évidente vocation organisationnelle. Figurant parmi les trois classes lexicales les plus représentées du groupe, la classe 8, (19,1% des phrases), renvoie aux lieux à occuper et sur lesquels se regrouper (« bloquer », « rond - [point] », « péage »). Elle met également en lumière la place prépondérante des questions formulées par les internautes souhaitant se joindre au mouvement (« bonsoir », « svp », « super »). Cette dimension pratique est ainsi bien mise en exergue par l'intérêt que le groupe porte à l'une des personnalités emblématiques de la cause, Fly Rider, qui compte aujourd'hui près de 12 000 abonnés sur Facebook. Les lives de ce jeune militant visent à délivrer « les bonnes infos » sur le mouvement, et ainsi aider les soutiens à s'orienter dans le flot considérable – et parfois contradictoire- de données médiatiques sur le sujet. Ces interventions sont ainsi suivies par plusieurs dizaines de milliers d'utilisateurs Facebook.

Outre cette vocation organisationnelle ou pratique, le groupe est toutefois le support d'autres registres d'expression. Il apparaît ainsi, aux yeux des utilisateurs, comme un espace permettant de signifier ses engagements et sa colère aux autres membres du groupe. La classe lexicale 1 (19,9% des phrases employées) est composée de segments affichant la rancœur du public vis-à-vis du gouvernement incarné par la personnalité d'Emmanuel Macron. Nous retrouvons donc le champ lexical des insultes, mais plus généralement l'expression d'un rapport de force qui se construit entre les gilets jaunes et le gouvernement. Nous retrouverons donc les réponses aux interventions publiques du gouvernement du type « ce n'est pas la rue qui fait les lois ». Ils revendiquent le pouvoir démocratique, ils disent représenter le peuple, et reprennent en cœur la devise républicaine « égalité, liberté, fraternité ».

Mai 68 et maintenant novembre 2018 cela sera bien le peuple et comme tu dis la rue qui vont te foutre leurs pieds au cul à toi et tous tes semblables de macroniste ainsi qu'à celui qui aujourd'hui se prend pour le nouveau roi soleil

Aaaaaahhh donc c'est pas la rue qui fait la loi, donc pas le peuple donc on est clairement sous dictature, ok on va voir ça

Dictateur de merde, démission, ici on est en France n'oublie jamais liberté égalité fraternité

La classe 3 (19,6% du corpus) est constituée d'argumentaires sur la structure du mouvement et les revendications qui y sont associées. Nous trouvons donc des discussions sur le besoin ou non de représentants :

Donc c'est fait exprès pour nous freiner et nous faire peur modif comme certaine personne l'on soigneusement précisé s'est un mouvement populaire et non une manifestation ordinaire tous ensemble tous citoyens tous organisateurs le peuple veut reprendre ses droits

Je reste sur ma question sans réponse de désigner un responsable départemental pour faire cela correctement

La classe 7 (16,1% du corpus) est centrée sur le pouvoir d'achat élargi à l'inégalité sociale. Si les taxes en tout genre côtoient les salaires trop faibles pour illustrer des fins de mois difficiles, ces expressions cohabitent avec une dénonciation des salaires du gouvernement et du train de vie qui va avec.

Un seul mandat et ils touchent à vie avec tous leurs avantages tous les Français devraient se révolter et ne plus payer d'impôt, taxe d'habitation ces taxes sont leurs salaires

La classe 4 (5,6% du corpus) concerne le comportement des gilets jaunes et leurs relations avec les forces de l'ordre. Un discours hétérogène, mêlant plusieurs tendances :

- des témoignages approuvant la présence, voire le soutien de la police/gendarmerie lors des tensions ou agression envers les manifestants :

J'y étais c'est déplorable, cette après-midi encore un qui a foncé dans les gilets jaunes au rond-point de géant, là les forces de l'ordre l'ont laissé repartir allez savoir pourquoi

- l'appel au calme lors des rassemblements, et leurs contradictions :

Respecter les forces de l'ordre, je suis ok, sauf si ils sont contre nous et qu'ils utilisent la violence

Enfin, la classe 2 inclut des appels à joindre le mouvement adressé à certaines professions et pour donner "l'ordre" de les laisser passer sur les barrages (« pompier », « ambulance », « urgence »). La dernière classe importante (classe 5) concentre des critiques sur la couverture médiatique : les minorations du mouvement, l'accentuation des incidents et un parti-pris des médias contre le mouvement. Elle nous informe sur la volonté partagée de se doter d'une information alternative à la médiation journalistique (« BFM », « Intox », « audience », « vérité »).

4. La twittosphère, arène de confrontation autour des gilets jaunes

Afin d'avoir un aperçu des discussion sur Twitter autour du mouvement des gilets jaunes nous avons collecté tous les tweets contenant les hashtags #17novembre, #blocage17novembre et #giletsJaunes du 16 novembre à minuit au 24 novembre à 20h00. Nous avons pu ainsi collecter 2 171 744 tweets et nous avons analysé une partie avec la même méthode que précédemment.

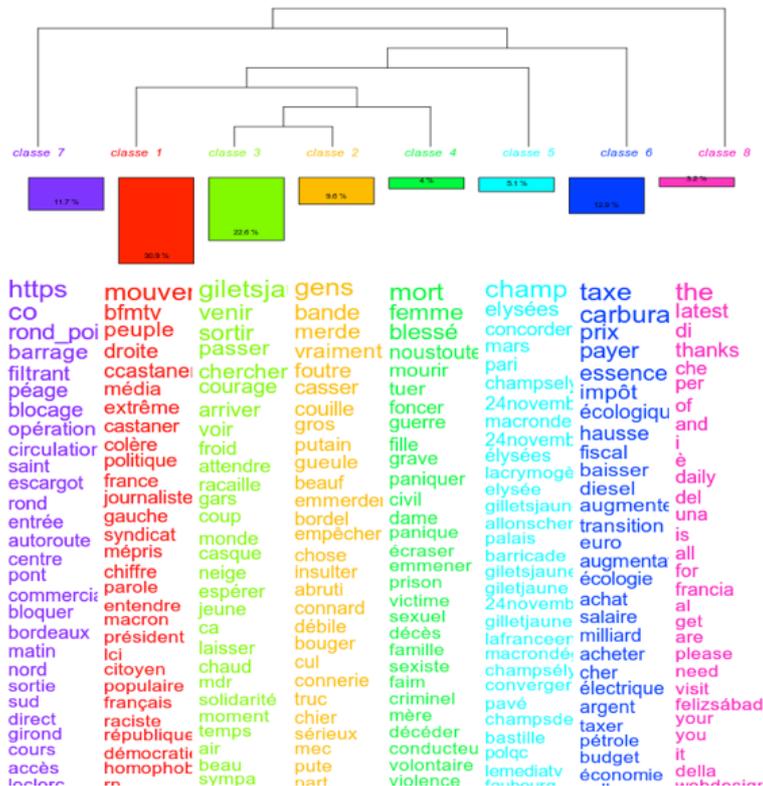


Figure 5: le dendrogramme des classes de discours présentes dans les tweets de et sur les gilets jaunes

Contrairement aux précédents espaces discursifs que nous avons examiné qui sont davantage homogènes du point de vue des participants (commentaires du Groupe Facebook et de la pétition véhiculant le point de vue des gilets jaunes, articles de presse exprimant le traitement médiatique de la question), Twitter est davantage un espace de confrontation des points de vue divers (pour ou contre les mouvements, journalistes, observateurs, politiques etc.). De ce fait, les classes de discours obtenues ne sont pas exclusives à tel ou tel groupe mais constituent plutôt des terrains de confrontation.

La classe 1 qui est la plus importante (plus de 30% du corpus) se concentre essentiellement sur la critique des médias. Ces derniers sont décriés par les pro gilets jaunes car ils sont perçus comme les relais de la propagande gouvernementale. Les médias chercheraient à décrédibiliser le mouvement en minorant les chiffres de la participation et en l'associant tantôt à l'extrême droite tantôt à l'extrême gauche. De leur côté les anti gilets jaunes dénoncent la complicité des journalistes envers un mouvement considéré comme violent et extrémiste. Voici quelques exemples de tweets de cette classe :

Les médias ici et BFMTV travaillent pour le gouvernement Macron il y a une volonté de nuire au mouvement des giletjaunes en divisant et en faisant passer les manifestants pour l'extrême droite

peu à peu le voile se lève sur ce que sont 80 % des giletsjaunes extrémistes de gauche et droite pro nazis racistes homophobes hé les médias vous avez dit un mouvement citoyen pacifique que vous couvrez avec mansuétude et bienveillance BFMTV CNEWS bravo

les médias qui commentent les chiffres de la mobilisation des giletsJaunes fournis pas le ministre de l'intérieur et le pouvoir politique contre qui est organisé ce mouvement crédibilité, propagande BFMTV, LCI, CNEWS, FRANCEINFO

Maintenant on parle d'actes racistes sur le mouvement des giletsJaunes quand BFMTV sur demande de l'état caricature le mouvement pour le discréditer Ruthelkrief gagne des millions nous nous jouons notre survie la haine des journaliste et de l'état contre le peuple

agression raciste un noir qui se fait agresser pas les gilets jaunes et silence des chaines d'infos qui leur font la promotion chaines d'infos opposant complices de cette anarchie et qui herchent que le chaos nonalanarchie

et bien sûr au JT de frane 2TV on ne diffuse que des images gentillettes avec le commentaire de rassemblement bon enfant, aucune image des violences alors qu'il y en a eu partout gilets jaunes grosFoutageDeGuele

La classe 3, la deuxième plus importante, est focalisée sur le lexique de mouvement, on y retrouve le discours « aller à la manif », les « laisser passer » sur les barrages, mais aussi « venir chercher macron » en réponse à sa phrase. La classe 6 est constituée d'arguments justifiant le mouvement. Nous y trouvons donc l'augmentation du prix de l'essence et le mauvais emploi des fonds engendrés par ces taxes. Nous retrouvons également, comme dans les commentaires de la pétition et du groupe Facebook, la différence de traitement riche/pauvre, l'idée que c'est aux citoyens de payer pour le gouvernement, les entreprises, l'évasion fiscale. Cette classe regroupe également des critiques du mouvement des gilets jaunes présenté comme anti-écologique.

La classe 2 regroupe un lexique d'insultes et d'invectives que s'adressent les camps adverses, un résultat assez classique dans ce genre d'analyse portant sur Twitter. La classe 4 décrit l'affrontement des gilets jaunes avec la population sur les routes, via notamment les accidents provoqués le 24 novembre. La classe 5 quant à elle décrit la journée du 24 novembre dans le détail.

5. Discussion

Ce rapport préliminaire dégage davantage de pistes que de réelles conclusions, obtenues dans l'urgence et qui demandent encore à être largement approfondies et affinées. Néanmoins notre étude met au jour de forts invariants journalistiques dans le traitement médiatique des gilets jaunes. Des revendications qui ne semblaient au départ concerner que l'utilisateur automobiliste et qui peu à peu montent en généralité pour se transformer en revendications citoyennes. Des revendications étayées par des arguments contrairement à ce que la profusion de commentaires et le cadrage médiatique laissait penser en amont de notre étude. Un constat qui rejoint finalement les conclusions d'une précédente étude réalisée sur la pétition contre la loi travail par des auteurs qui soulignent justement que « *La place de la politisation dans les pratiques socio-numériques doit ainsi être sérieusement mesurée car son importance est*

systématiquement minorée, notamment par les autorités et les figures installées du monde politique, intellectuel et médiatique »⁴.

En effet, le mouvement semble cadré principalement sous l'angle du conflit d'usages (l'automobiliste qui veut rouler sans dépenser davantage) et sous l'angle plus psychologisant du ressentiment aveugle des citoyens que les médias semblent penser peu acculturés ou indifférents à la question environnementale. Enfin, dernier invariant qui se dessine, la dimension de récupération électorale dont les gilets feraient l'objet et les frais depuis le début de leur mouvement. Si l'on croise les différentes arènes que nous avons explorées, nous relevons que ce traitement médiatique peine à couvrir précisément le phénomène dont la nature n'est pas si hétérogène ni si hermétique aux enjeux publics. Le répertoire de revendications dont les contours semblaient imprécis, voire flous, trouve ici une consistance dans nos résultats. Les questions de l'inégalité sociale et fiscale et du manque de légitimité de ce gouvernement laissent entrevoir une convergence des objets de contestation et sont étayés, argumentés et brandis pour embrasser à la fois les mesures fiscales à l'avantage des « riches », l'absence d'infrastructures et de transports en zone rurale, la question de la transition écologique comme non réellement prise en charge par le gouvernement, la rémunération injuste des élus, la baisse du pouvoir d'achat, la baisse de la rémunération des élus, le rétablissement de l'ISF, l'augmentation du SMIC de 15%, la revalorisation des retraites, la création de taxes pour les gros pollueurs (pétroliers, bateaux de croisière), etc.

Troisièmement, notre étude laisse voir l'émergence d'un collectif en cours d'unification via le levier du numérique. Une mobilisation sans porte-parole, cela rend le débat public ou la sortie de crise proprement complexes si ce n'est concrètement impossibles. Un mouvement sans tradition de lutte autonome ou expérience militante,⁵ cela paraît fragile. Pourtant, une mobilisation « vécue » et organisée en ligne par les internautes au travers de multiples vidéos en direct sur Facebook qui offre ainsi à ce collectif bigarré davantage d'unité et de visibilité dans l'espace public. La nature dynamique des posts représente ici un véritable défi sachant que depuis le début de notre collecte jusqu'à aujourd'hui, nous recensons un grand nombre de pages de groupes Facebook qui disparaissent, fermées par leurs auteurs, la plupart postant une vidéo explicative pour justifier de la clôture du compte au nom de leur réticence à devenir incidemment porte paroles.

⁴ Smyrniaios N, Marty E., Bousquet F. – 01/04/2016 - La mobilisation en ligne contre la Loi travail: enquête sur les réseaux et les discours, <http://ephemeron.eu/1804>

⁵ Noiriél G, (21/11/2018) – “Les gilets jaunes et les leçons de l'Histoire”, <https://noiriel.wordpress.com/2018/11/21/les-gilets-jaunes-et-les-lecons-de-lhistoire/>

Références

Ratinaud P., Déjean S. (2009), « IRaMuTeQ : implémentation de la méthode ALCESTE d'analyse de texte dans un logiciel libre », Modélisation Appliquée aux Sciences Humaines et Sociales (MASHS2009). Toulouse - Le Mirail.

Reinert M. (1983), « Une méthode de classification descendante hiérarchique: application à l'analyse lexicale par context », *Les cahiers de l'analyse des données* 8(2): 187–198.

Smyrnaioi N., Ratinaud P., (2014), « Comment articuler analyse des réseaux et des discours sur Twitter », *Tic & société*, Vol. 7, N° 2, p. 120-147.

Smyrnaioi N, Marty E., Bousquet F., (à paraître – février 2019), « La pétition contre la Loi Travail: construction et appropriation de l'évènement par ses acteurs », in *L'évènement politique en ligne*, Sebbah B. (dir.), *Sciences de la Société*, n°101.

Ducos A., Loubère L., Souillard N., (à paraître – février 2019) « Dire et Faire *Nuit Debout* : le rôle des médias traditionnels et des réseaux sociaux numériques dans la structuration d'un évènement politique en ligne », in *L'évènement politique en ligne*, Sebbah B. (dir.), *Sciences de la Société*, n°101.